Questionnaire de TDIE aux candidats aux élections régionales des 6 et 13 décembre 2015

**Réponse de Valérie Hamon pour la liste Lutte ouvrière-Faire entendre le camp des travailleurs**

 Notre activité politique à Lutte Ouvrière est axée sur la défense des intérêts politiques de la classe ouvrière, c’est-à-dire de ceux, ouvriers, employés, salariés - en activité, au chômage ou à la retraite - qui n’ont que leur travail pour vivre et qui ne disposent d’aucun capital. C’est ce point vue que nous défendons dans cette campagne et qui détermine nos prises de position. Il en est de même sur la question des transports sur laquelle vous nous sollicitez.

 Les transports collectifs, dans cette région comme dans tout le pays, sont en grande majorité utilisés au profit des employeurs pour transporter les travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail.

 Les usines ferment, les travailleurs sont mutés d’un site à l’autre (PSA la Janais-> Aulnay/Poissy, BT de Rennes à Vitré bientôt, etc…). Les travailleurs doivent être flexibles, adapter leurs horaires en fonction des besoins du patron. Ils subissent le chômage partiel. Ils payent la note sur tous les tableaux, du point de vue de leurs conditions de travail, et bien sûr pour adapter leur transport vers leur lieu de travail.

 Ces transports devraient être complètement organisés et pris en charge par le patronat. C’est exactement le contraire qui se passe aujourd’hui. Le patronat cherche à supprimer certains transports d’entreprise qui existaient (cf PSA cet été), et impose des mutations aux travailleurs en laissant les transports à leur charge et en se moquant des conséquences.

 La question des transports est bien sûr liée à celle des salaires et des logements. Avec le chômage et les bas salaires, avec la spéculation immobilière dans les grandes villes, les travailleurs sont obligés d’habiter de plus en plus loin de leur lieu de travail, souvent contraint de faire des kilomètres en voiture pour embaucher à 5h du matin à la Barre Thomas par exemple. Les entreprises s’installent au mieux de leurs besoins. Elles profitent de terrains subventionnés à prix cadeau par les collectivités (PSA), et laissent les travailleurs se débrouiller tout en s’en remettant aux collectivités locales pour organiser les transports en commun. Les prises en charge dans le cadre des Plan de Déplacement Entreprises sont largement insuffisantes. Au lieu de ça, les patrons nous font la morale en nous demandant de faire du covoiturage et en nous demandant de prendre notre vélo !

 La zone Atalante Cesson près de Rennes est un bel exemple d’engorgement chronique dû à l’installation de nombreuses entreprises, dont de grosses entreprises très profitables comme Orange, et où les patrons ont laissé la situation des transports se détériorer en s’en lavant les mains et en renvoyant la responsabilité exclusive vers les collectivités locales.

 Les services de transport ne peuvent pas s’améliorer sans prendre l’argent pour cela dans les poches de ceux à qui ils bénéficient le plus, c’est à dire sur les profits des entreprises.

 Quant à la question de l’écotaxe, l'environnement n'était qu'un prétexte pour ajouter une nouvelle taxe sur le transport. On peut d'ailleurs noter qu'année après année le transport du fret par rail ne cesse de se réduire, sans la moindre intervention publique pour inverser la tendance.

 Tant que la bourgeoisie possède les moyens de production, elle s'approprie toute la plus-value créée par le travail humain. C’est donc à elle seule de payer pour faire tourner sa société.